

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2025



Ucoopia
L'ONG DES UNIVERSITÉS

ÉDITO

ULB-COOPÉRATION A VÉCU. VIVE UCOOPIA !

C'est avec un plaisir non dissimulé que je signe aujourd'hui... le dernier éditorial de l'ONG ULB-Coopération que j'ai eu l'immense bonheur de présider au cours des cinq dernières années ! C'est en effet avec le sentiment d'avoir mené cette belle organisation à bon port en la faisant entrer dans une nouvelle phase de son histoire que je termine ce mandat.

On se rappellera qu'ULB-Coopération était déjà elle-même le fruit de la fusion, en 2014, de trois ONG proches de l'Université libre de Bruxelles que nous avions ainsi voulu renforcer tout en les rapprochant des autorités de l'ULB.

Nous franchissons aujourd'hui une nouvelle et importante étape : dans un monde de la coopération en rapide évolution et où les financements nationaux sont en train de diminuer, il était devenu indispensable, pour une ONG universitaire ambitieuse et soucieuse de renforcer encore la qualité et l'impact de ses actions, d'afficher une taille critique permettant d'influer sur les politiques de coopération et de décrocher de nouvelles subventions. Comme le souligne bien l'éditorial de mon collègue et ami, Patrick Wautelet, présenté dans cette publication conjointe, Eclasio, l'ONG de l'Université de Liège, qu'il présidait, a fait la même analyse, tout comme les autorités de l'Université de Mons.

Avec près de 170 personnes employées principalement à l'extérieur de la Belgique et avec le soutien marqué de trois universités de la Fédération Wallonie-Bruxelles, Ucoopia, l'« ONG des universités », marque un nouveau chapitre dans les relations entre les institutions académiques et le monde de la coopération. Nous espérons avoir ouvert la voie et, pourquoi pas, être prochainement rejoint par d'autres universités belges afin de montrer à quel point une approche conjointe et coordonnée permet de renforcer le poids de nos actions dans le domaine de la coopération.

En terminant cet ultime éditorial, je tiens à rendre un hommage appuyé à tous les membres du Conseil d'administration et de l'Assemblée générale d'ULB-Coopération qui ont soutenu ce processus avec enthousiasme et surtout à toutes les équipes d'ULB-Coopération, d'Eclasio et aussi de l'Université de Mons, qui au cours des dernières années et le plus souvent dans l'ombre, n'ont pas ménagé leur temps et leurs efforts pour que cette fusion d'un genre nouveau voie le jour dans les meilleures conditions. L'entreprise était titanique. Nous y sommes arrivés ! Bravo et merci à toutes et tous. Vive Ucoopia !

Serge Jaumain
Ex-président d'ULB-Coopération
Président-élu d'Ucoopia

SOMMAIRE

Dans les coulisses de la fusion.	p. 3
Nos collaborations universitaires.	p. 4
Rétrospective 2025	p. 6
Nos thématiques d'action	p. 7
Belgique	p. 8
Burkina Faso.	p. 10
République démocratique du congo	p. 12
Sénégal.	p. 20
Rapport financier	p. 24
Stagiaires et volontaires	p. 25



Ucoopia ASBL
Avenue Franklin Roosevelt 50,
1050, Bruxelles, Belgique
+32 2 650 61 00
info@ucoopia.org
ucoopia.org

Éditeur responsable :
Patrick Wautelet
Textes & photos :
ULB-Coopération

Ce rapport d'activités a été
imprimé sur papier recyclé FSC par
Drifosett Printing.

Cette publication peut être
reproduite et diffusée gratuitement
sauf à des fins commerciales

Photo de couverture :
Mireille Sita, Directrice des
soins infirmiers et infirmière
technicienne supérieure en
ophtalmologie au Centre
ophtalmologique de Masina,
soutenu par le projet PH-RDC,
janvier 2025.

FSC
www.fsc.org
MIXTE
Papier | Pour une
gestion forestière
responsable
FSC® C222075

DANS LES COULISSES DE LA FUSION

Après 8 ans de programme commun, Eclasio et ULB-Coopération franchissent un cap et décident de ne faire qu'un. L'Université de Mons embarque également dans l'aventure. Derrière cette décision, un objectif clair : renforcer la cohérence de nos actions, consolider notre positionnement et accroître notre impact, tout en assumant la complexité juridique, organisationnelle et humaine d'une telle transformation.

Très vite, les équipes se mobilisent, partagent leurs pratiques, échangent, imaginent la suite. Les organes de gouvernance esquissent des choix structurants. En mai, une journée de mise au vert permet de se retrouver autrement : on apprend à mieux se connaître, on tisse des liens, loin des bureaux et des urgences du quotidien.

La machine est en marche et côté communication, un défi important se dessine : trouver un nom pour notre future ONG, lui créer une identité forte, à laquelle chaque employé-e, sur les terrains comme en Belgique, pourra s'identifier. Les équipes sont consultées, chacun-e donne son avis, ses idées. En septembre 2024, le choix est fait : ce sera Ucoopia ! L'annonce aux équipes a lieu lors d'une semaine d'atelier stratégique réunissant une soixantaine de collègues, membres et représentant-es de nos trois universités partenaires.

Ensuite, tout s'accélère. En parallèle de l'identité visuelle, les grands chantiers se structurent : aligner des portefeuilles de projets construits de manière autonome,



Laurence Ris, vice-rectrice aux relations, mobilités et coopérations internationales de l'UMONS et membre de l'organe d'administration d'Ucoopia, ouvre la rencontre entre les deux institutions en septembre 2025.

Premier atelier
stratégique Eclasio-
ULB-Coopération,
septembre 2024.

organiser les équipes, définir une stratégie de financement commune et un cadre éthique partagé, faire converger systèmes informatiques et financiers, et préciser un modèle de gouvernance entre ONG et universités... Dans tous nos pays d'action, chacun-e contribue à ces transformations.

En coulisses, les discussions se poursuivent avec nos conseils d'administration, nos universités-mères, nos partenaires et bailleurs. Les implications juridiques, organisationnelles et financières sont analysées et validées. En juin 2025, les assemblées générales d'Eclasio et d'ULB-Coopération valident le processus vers la fusion, la campagne de com' peut être lancée ! En octobre, l'UMONS ouvre de nouvelles perspectives de collaboration, notamment avec le laboratoire de Biologie marine à Madagascar.

Puis vient la dernière ligne droite : mise en place du futur organigramme, déploiement des systèmes comptables et informatiques, aboutissement des démarches juridiques et administratives, sécurisation de la gestion des projets et création du site internet et des supports de communication. Le rythme est intense, mais les équipes s'accrochent.

Janvier 2026 : Ucoopia naît, et les événements de lancement fleurissent dans plusieurs pays. Mais le travail ne s'arrête pas là : consolider les acquis, stabiliser les dispositifs, renforcer les partenariats.

Derrière cette fusion, il y a 170 collègues sur quatre continents qui ont traversé des moments de doute et de joie, de fierté et de fatigue, de construction et de remises en question. Ucoopia est aujourd'hui une fierté partagée : celle d'avoir fait de notre ambition une réalité.

NOS COLLABORATIONS UNIVERSITAIRES

Fidèle à son identité d'ONG universitaire, ULB-Coopération a noué de nombreux partenariats avec des universités, institutions universitaires et écoles supérieures, au Nord comme au Sud. Ces collaborations nous permettent d'améliorer continuellement nos projets grâce à un dialogue constant entre recherche académique, actions de terrain et engagement citoyen.

En 2024, ces 12 médecins et infirmiers ont été les premiers à être formés à la pédagogie par simulation en RDC.



SANTÉ

En 2025, nous avons encore entretenu des liens forts avec le secteur de la santé. Le **projet SIMFOR** (p. 19), achevé en 2025, a notamment permis de mettre en relation le **Laboratoire d'apprentissage des métiers de la santé par simulation (SimLabS)** de l'ULB, de la **Haute École libre de Bruxelles (HELb)** et de l'**Hôpital Universitaire de Bruxelles (HUB)** avec l'**Université de Kinshasa (UNIKIN)** et les **Cliniques Universitaires de Kinshasa** pour former des médecins et infirmiers de la Plateforme Hospitalière de la RDC en pédagogie par simulation. Le personnel soignant a ainsi appris à poser un cadre sécurisant pour revivre une prise en charge difficile et identifier les ajustements nécessaires, grâce à des méthodologies d'analyse et d'autoréflexivité.

À Kintambo, dans la capitale congolaise, le **projet de soins centrés sur la personne** (p. 19) a fait, cette année encore, l'objet d'une étude de cas pour les étudiant·es du Master de spécialisation en Santé Publique de l'**ARES**, organisé avec l'ULB et l'**UCLouvain**. En effet, chaque année, les étudiant·es internationaux analysent et évaluent notre programme afin d'élaborer des recommandations qui intègrent ensuite notre processus d'évaluation. À terme, cette initiative devrait devenir le point de départ d'un dispositif de recherche plus large mené avec l'**École de Santé Publique** de l'ULB et Enabel.

À Bruxelles, nous avons travaillé à l'organisation d'une **formation sur les discriminations raciales présentes dans la prise en charge de la patientèle** au sein de la **Faculté de médecine** de l'ULB (p. 9).



CITOYENNETÉ

Depuis de nombreuses années, nous formons les étudiant·es des établissements d'enseignement supérieur à la **mobilité internationale** et à la **rencontre interculturelle**.

En 2025, plusieurs modules ont été donnés à l'**HELb**, à l'**Haut École Bruxelles-Brabant (HE2B)** et à la **Haute École Louvain en Hainaut (HELHa)**. En mai, notre chargée de projets a également formé 40 enseignant·es venu·es de l'ensemble des universités de l'**alliance CIVIS** sur les approches participatives (p. 8).

Au sein de cette alliance, nous représentons également, depuis octobre, la société civile dans le **projet Innov'spheres**, co-financé par l'Agence Universitaire de la Francophonie et coordonné par l'**Université d'Aix-Marseille**, avec l'**Université de Bucarest**, l'**Université de Sfax**, l'**Université de Casablanca** et l'**Université Cheikh Anta Diop de Dakar**. Ce projet vise à faire de l'**entrepreneuriat étudiant** un catalyseur d'innovation sociale dans une dynamique euro-africaine, formant une nouvelle génération d'acteurs engagés, ancrés localement et connectés globalement.

En RDC, notre relation avec l'**UNILU** a permis d'y déployer l'**expérience sociale Cobalt** (p. 8), qui aborde les enjeux de l'extraction minière de manière immersive.



En mai 2025, nous nous sommes rendus à l'Université d'Aix-Marseille pour la staff week de l'alliance CIVIS.

© photo Elea Ropiot



ENVIRONNEMENT

Au Sénégal, le **projet Niowan Saloum** (p. 23), qui vise à endiguer les effets du dérèglement climatique, a permis de constituer en 2025 un **comité scientifique** auquel participent de nombreux·ses chercheur·euses sénégalais·es et belges, notamment du **Laboratoire RiCHES** de l'**ULiège**. Ce projet et celui du consortium Uni4Coop sur les mangroves continuent par ailleurs de nourrir une longue collaboration avec le **Systems Ecology and Resource Management Research Unit** de l'ULB.

En RDC, à Kinshasa, nous accompagnons le projet BioGasCooKin, mené par l'**ARES** et la **Faculté d'architecture** de l'ULB, qui vise à équiper les ménages de biodigesteurs afin de leur permettre de gérer les déchets organiques, lutter contre la déforestation et produire de la chaleur.

Au Kongo Central, nous collaborons régulièrement avec l'**École régionale post-universitaire d'Aménagement et de Gestion intégrés des Forêts et Territoires tropicaux (ERAIFT)**, l'**Institut national pour l'étude et la recherche agronomiques (INERA)** et l'**Université Joseph Kasa-Vubu de Boma**, notamment dans le cadre du comité scientifique et de travaux ou mémoires étudiants.

Deux programmes de recherche pour le développement (PRD), que nous appuyons, ont également démarré en 2025. Le premier se concentre sur une **variété de manioc prometteuse** et donnera lieu à **trois thèses de doctorat** en partenariat avec la **Solvay Brussels School** de l'ULB, l'**UNIKIN**, l'**Université de Lubumbashi (UNILU)**, l'**ULiège** et l'**UMONS**. Le second se penchera sur la diversité, la qualité et la valorisation des miels et des abeilles de Madagascar en partenariat avec l'ULB et l'ULiège.

En juin 2025 avait lieu le 4e comité scientifique, destiné à coordonner les actions et recherches menées dans le Parc Marin des Mangroves, en RDC.



NOS PARTENAIRES ACADÉMIQUES



DANS LE RÉTRO : L'ANNÉE 2025

BELGIQUE



L'année 2025 a été marquée en Belgique par des négociations politiques complexes à plusieurs niveaux de pouvoir. À Bruxelles, la crise gouvernementale s'est prolongée pendant de nombreux mois, les partis politiques peinant à dégager une majorité stable pour former un nouvel exécutif. Au niveau fédéral, le gouvernement belge a annoncé d'importantes réductions budgétaires dans les dépenses publiques, y compris dans le département de la coopération au développement, avec des coupes pouvant atteindre 25 % sur plusieurs années, ce qui a suscité de vives critiques de la part d'ONG et d'acteurs de la solidarité internationale.

RDCONGO



En 2025, la République démocratique du Congo a été marquée par une intensification des tensions sécuritaires dans l'Est du pays, particulièrement dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri. Les affrontements entre les Forces armées de la RDC, d'un côté, et le M23 et ADF-Nalu (Forces démocratiques alliées ougandaises), de l'autre, ont provoqué d'importants déplacements de populations et aggravé la crise humanitaire dans les zones affectées. En janvier, le M23 s'est emparé de Goma. Face à cette situation, les acteurs ont multiplié les initiatives diplomatiques régionales et internationales afin de restaurer la stabilité du pays. Malgré l'insécurité persistante, les autorités ont poursuivi des projets d'infrastructures, de modernisation de l'administration et de valorisation des ressources minières, notamment le cuivre et le cobalt.

BURKINA FASO



Le Burkina Faso a proclamé en avril 2025 sa révolution progressiste populaire, qui vise à consolider la souveraineté nationale, le développement endogène et la refondation du système politique et culturel. La lutte contre les groupes terroristes est restée la priorité du gouvernement, qui a développé une coopération accrue avec ses partenaires de l'Alliance des États du Sahel. Sur le plan socio-économique, la campagne agricole nationale a permis d'enregistrer une production céréalière excédentaire de plus de 7 millions de tonnes. La pluviométrie favorable, les investissements importants dans les intrants et le retour réussi de plus d'un million de personnes déplacées internes dans des zones sécurisées ont servi de moteurs à cette dynamique.

SÉNÉGAL



En 2025, le Sénégal a poursuivi sa dynamique de changement sous la conduite du président Bassirou Diomaye Faye. Le gouvernement a lancé le plan de redressement économique « Jubbanti Koom », visant à assainir les finances publiques, maîtriser la dette et accroître les ressources internes de l'État. Dans le secteur énergétique, la montée en puissance de la production pétrolière et gazière nourrit les espoirs de croissance et d'industrialisation. Les autorités ont également mis l'accent sur l'emploi des jeunes, la transformation locale des ressources et le développement des infrastructures. Sur le plan politique, le dialogue avec les acteurs sociaux et les efforts de transparence ont occupé une place importante. Malgré ces avancées, le pays a continué de faire face à des défis liés au coût de la vie, à l'emploi et aux équilibres budgétaires.

NOS THÉMATIQUES D'ACTION

BELGIQUE



SÉNÉGAL



BURKINA FASO



RDCONGO

OUEST



EST



Santé et systèmes de santé



Systèmes alimentaires durables et gestion des ressources naturelles



Entrepreneuriat et insertion socioprofessionnelle



Éducation citoyenne



BELGIQUE


3 PROJETS


32 PARTENAIRES


481.448 € DE BUDGET



Durant les Cooperation Games, des équipes ont participé à un escape game de l'association Quinoa.

D'ÉTUDIANT-E À CITOYEN-NE ENGAGÉ-E : MISSION RÉUSSIE !

L'année 2025 marque une étape charnière pour les activités d'Éducation à la Citoyenneté Mondiale et Solidaire (ECMS) portées par ULB-Coopération. Dans un contexte de recomposition politique, de remise en question des solidarités internationales et de pressions accrues sur le monde académique, l'ECMS s'est affirmée comme un levier central pour renforcer l'esprit critique, le pouvoir d'agir et la compréhension des enjeux globaux au sein des communautés universitaires.

Au cœur de cette dynamique, les projets ECMS développés à l'ULB se sont inscrits à la croisée de plusieurs espaces : l'université, la société civile et les réseaux internationaux de coopération. L'ancrage dans des programmes tels que l'alliance CIVIS, qui rassemble 11 universités européennes et 6 universités africaines, a permis de renforcer les collaborations internationales et d'expérimenter des formats pédagogiques innovants, favorisant la circulation des savoirs et le dialogue interculturel entre étudiant-es et enseignant-es de différents pays.

Dans ce contexte d'échanges internationaux, nous avons mené des activités d'éducation à la citoyenneté mondiale

avec le soutien de l'Université de Lubumbashi, en République démocratique du Congo, où notre partenaire, le Collectif Cobalt, a proposé une expérience sociale aux habitant-es et aux étudiant-es. Plongé-es dans un scénario immersif, les participant-es ont été amené-es à ressentir, questionner et débattre des conséquences sociales, environnementales et économiques liées à l'extractivisme et à nos modes de vie. Porté par une collaboration entre acteurs académiques et culturels en Belgique et en RDC, et financé par Wallonie-Bruxelles International, le projet a pu créer des espaces de dialogue interculturel riches et engagés.

COOPERATION GAMES : UN SUCCÈS RENOUVÉLÉ

Retour sur les campus à Bruxelles, où l'édition 2025 des Cooperation Games, financée par Brussels International, la Coopération belge et l'Union des Anciens Étudiants de l'ULB, a rassemblé plus de 50 étudiant-es d'horizons variés. Une activité « sold out » témoignant d'un fort intérêt pour ce type de dispositifs pédagogiques. Réparti-es en équipes pluridisciplinaires avec une attention portée à l'équilibre de genre, les participant-es ont travaillé sur des cas concrets



Les grands gagnants des Cooperation Games ont remporté un séjour au Sénégal pour découvrir nos projets de coopération !

issus du quotidien de nos chargé-es de projets sur des questions liées à la santé, à l'entrepreneuriat ou encore à l'ECMS. Pendant plusieurs jours, ils et elles ont été amené-es à analyser des problématiques complexes, à proposer des solutions argumentées et à confronter leurs idées aux réalités des partenaires.

Tous ces projets ont eu des impacts concrets et mesurables. Au delà des compétences analytiques, les étudiant-es ont développé des aptitudes transversales essentielles : travail en équipe, esprit critique, compréhension des rapports de pouvoir et capacité à relier enjeux locaux et globaux. De nombreux retours soulignent un véritable changement de regard sur la coopération internationale, perçue non plus comme un simple transfert Nord-Sud, mais comme un espace de co-construction et de responsabilités partagées.

Dans la même lancée du renforcement des compétences des étudiant-es, une formation sur les inégalités de genre a été réalisée auprès des membres du comité WomInTech, qui promeut la présence des filles et des femmes dans les STIM (Sciences, Technologies, Ingénierie et Mathématiques). Ce projet de renforcement sera suivi en 2026 avec une exposition photo montée par le comité lui-même.

UNE NOUVELLE COLLABORATION AVEC LA FACULTÉ DE MÉDECINE

L'équipe ECMS a organisé au sein de la Faculté de médecine de l'ULB deux modules de formation sur les discriminations raciales qui persistent dans la prise en charge de la patientèle. Cette initiative, qui devait d'abord alimenter un mémoire étudiant, pourrait déboucher dans les années à venir sur une formation intégrée au cursus sur les enjeux de racisme et autres discriminations dans le secteur de la santé.

Par ailleurs, l'année 2025 a été marquée par un effort important de capitalisation et de réflexion stratégique. L'évaluation intermédiaire du programme ECMS 2022-2026 a permis de tirer des enseignements précieux sur les dispositifs existants afin de les ajuster : la pertinence des méthodes participatives, l'importance de la continuité des parcours proposés aux

étudiant-es, mais aussi la nécessité de mieux articuler innovation et pérennisation des activités.

Parmi les réussites majeures de 2025, l'équipe retient la reconnaissance croissante de l'ECMS comme espace d'innovation pédagogique au sein de l'université. Les projets menés ont démontré qu'il est possible de conjuguer exigence académique, engagement citoyen et ouverture au monde. Une anecdote illustre bien cet impact : à l'issue d'un projet, un-e étudiant-e confiait avoir « pour la première fois le sentiment que ses études faisaient sens par rapport aux crises du monde réel. »

En définitive, 2025 aura été une année de consolidation et de maturation pour l'ECMS à l'ULB. Une année qui confirme la pertinence de ces démarches pour former des citoyen-nés critiques, capables d'agir collectivement face aux défis globaux, et qui ouvre des perspectives solides pour les années à venir.



Un étudiant intervient lors de l'expérience Cobalt, à Lubumbashi.

LE BURKINA FASO POURSUIT SA TRANSITION AGROÉCOLOGIQUE

En 2025, ULB-Coopération a poursuivi la mise en œuvre du programme Systèmes Alimentaires Durables (SAD), financé par la Coopération belge, dans le complexe d'aires protégées Pô-Nazinga-Sissili en consolidant les acquis des années précédentes et en élargissant progressivement certaines activités. Dans la continuité de la dynamique engagée depuis 2022, l'intervention s'est appuyée sur les mêmes axes structurants — agroécologie, apiculture et méliponiculture, entrepreneuriat rural et gestion durable des ressources — tout en intégrant de nouvelles actions visant à renforcer la pérennité et l'appropriation locale.



À l'occasion de la Journée nationale de l'arbre, ULB-Coopération a lancé sa campagne de reforestation 2025 à Tiakané.

SOUTIEN AUX FILIÈRES DURABLES

Les **champs-écoles paysans** ont poursuivi leur rôle central d'espaces d'apprentissage et d'innovation, notamment pour la production maraîchère. Dans cette optique, des formations ont été organisées sur la **fabrication de biopesticides à base de ressources locales**, tels que le bouillon de cendres. Ces pratiques permettent de limiter l'usage d'intrants chimiques, tout en préservant la santé des producteur-rices et des consommateur-rices.

Par ailleurs, nous avons continué d'**appuyer les pépinières villageoises**, avec la dotation en intrants et matériels pour renforcer leur capacité de production. Ces initiatives contribuent à améliorer la disponibilité de plants, notamment d'espèces fruitières et mellifères, et à soutenir les efforts de reboisement engagés dans la zone.

L'APIKULTURE ET LA MÉLIPONICULTURE PROGRESSENT !

En 2025, la **filière apicole** confirme sa montée en puissance amorcée les années précédentes avec 82 nouveaux apiculteur-rices formé-es. Les conditions de floraison favorables ont permis une bonne **production de miel**, avec **plus de 4.841,55 kg récoltés sur les ruchers accompagnés**. La remise d'équipements de transformation à des coopératives locales a également contribué à améliorer la qualité du miel et sa valorisation commerciale. La structuration des organisations de producteurs s'est poursuivie, notamment à travers des formations en gouvernance coopérative, renforçant les capacités des acteurs à gérer collectivement leurs activités.

Parallèlement, la **méliponiculture**, filière encore émergente, continue de se développer. Les méliponaire des villages de Niantono et Sipigui dans l'Ouest du Burkina Faso ont connu une progression significative du nombre de colonies, témoignant de l'engagement des producteur-rices et de l'efficacité de l'accompagnement. Malgré certaines pertes liées à la mortalité ou à la désertion, les observations de terrain confirment une bonne dynamique globale.

L'année a également été marquée par une première **production de miel issue de certaines espèces locales de mélipones**, démontrant le potentiel économique de cette activité innovante. Par ailleurs, la mise en place d'un système de collecte digitale de données constitue une avancée importante pour le suivi technique et la capitalisation des résultats.

Dans une perspective de durabilité, des actions ont également été menées pour renforcer l'ancrage institutionnel de la méliponiculture, notamment à travers la formation d'agents du ministère en charge de l'Agriculture.

Grâce aux ruches reçues, les apiculteurs du Nahouri ont récolté leurs premiers litres de miel !

UN BOOST POUR L'ENTREPRENEURIAT LOCAL

Le volet entrepreneurial s'est structuré autour du lancement et de la mise en œuvre d'un mécanisme de financement à coût partagé pour les micro-projets. À l'issue du processus de sélection et d'accompagnement, **48 promoteur-rices, majoritairement des femmes, ont bénéficié d'un appui financier pour développer leurs activités dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage et de l'environnement.**

Ces financements, combinés à un accompagnement rapproché, visent à garantir la viabilité des initiatives et à renforcer les dynamiques économiques locales. Les premiers échanges avec les bénéficiaires ont montré une bonne appropriation des projets et une compréhension accrue des enjeux liés à leur gestion.

En complément, des actions spécifiques ont été menées dans le domaine de l'**entrepreneuriat vert**, notamment pour soutenir la production de plants et répondre à la demande croissante en matériel végétal.

LA SENSIBILISATION À L'ENVIRONNEMENT CONTINUE

Les activités environnementales ont poursuivi leur objectif de sensibilisation et d'engagement communautaire. Nous avons notamment appuyé les initiatives locales à l'occasion de la **Journée mondiale de l'environnement**, en soutenant des actions de salubrité et d'aménagement paysager.

En parallèle, les efforts de **reforestation et de production de plants** ont été renforcés, en lien avec les services techniques déconcentrés. Ces activités contribuent à la restauration des écosystèmes et à la protection des ressources naturelles, en cohérence avec les objectifs du programme.

Dans la perspective du prochain programme, l'année 2025 a également été marquée par une **extension progressive des activités** vers de nouvelles localités, notamment dans les provinces du **Bazèga** et de la **Sissili**. Des équipements apicoles, des plants et bio-intrants agricoles ont été distribués et des formations techniques organisées afin de favoriser une appropriation rapide par les nouvelles coopératives.

Lors des formations en méliponiculture à Orodara et Sindou, les agents du ministère de l'Agriculture et des Ressources animales et halieutiques ont appris à excaver une colonie de mélipones.



La récolte a été bonne à Kollo, dans la province du Nahouri !

Enfin, un accent particulier a été mis sur la **capitalisation et la valorisation des acquis**, à travers la production de contenus de communication et la préparation d'événements de promotion, tels qu'une foire dédiée aux produits agroécologiques et apicoles. Ces initiatives visent à améliorer l'accès au marché pour les producteur-rices et à renforcer la visibilité des résultats du programme.

NOUVEAUTÉ : UN PROGRAMME SANTÉ DANS LE CENTRE-EST !

En septembre, notre équipe a lancé un nouveau programme pour un accès plus équitable et inclusif à la santé et aux droits sexuels et reproductifs. **Plus d'informations en p. 19 !**



Quatre pépiniéristes des communes de Pô et Guiaro ont reçu du matériel pour promouvoir la foresterie villageoise et créer des emplois verts.

AU KONGO CENTRAL, LES COMMUNAUTÉS DEVIENNENT ACTRICES DU CHANGEMENT

En République démocratique du Congo, le programme de gestion intégrée des territoires (2022-2026), financé par la Coopération belge, se poursuit autour de deux aires protégées : la Réserve de Biosphère de Luki et le Parc Marin des Mangroves (PMM). Après avoir posé les bases en 2022 et accéléré en 2023 et 2024, l'année 2025 confirme une évolution importante : les activités sont désormais bien installées, la plupart des résultats se consolident et les communautés prennent progressivement le relais.

42 apiculteurs et apicultrices de Muanda, sur la côte, ont fait plus de 100 km pour rejoindre Luki où ils et elles ont été accueilli-es par le COAPMA.



L'APIKULTURE, UN PILIER DANS LA RÉSERVE DE BIOSPHERE DE LUKI

À Luki, la dynamique amorcée ces dernières années se renforce. La **filière apicole**, qui avait mis du temps à se structurer, **devient aujourd'hui un pilier du programme**.

Les apiculteur-rices sont mieux organisé-es, les associations sont plus actives et le Collectif des Apiculteurs du Mayombe (COAPMA) joue un rôle de plus en plus central. Concrètement, cela se traduit par une meilleure circulation de l'information, un accompagnement technique plus localisé et une commercialisation plus fluide du miel.

Cette progression est importante : elle montre que la filière peut s'affranchir d'appuis extérieurs. Le programme se concentre à présent sur la diffusion de l'apiculture dans de nouveaux villages, pour augmenter le nombre de bénéficiaires qui peuvent compter sur une organisation bien établie.

Dans le même temps, les contraintes climatiques restent bien réelles. Comme les années précédentes, les variations de pluviométrie influencent fortement les périodes de floraison et donc la production de miel. Le reboisement en essences mellifères, mené avec l'INERA et le Jardin Botanique Mellifère, joue ici un rôle clé. Restaurer la forêt, c'est aussi sécuriser la production de miel. Progressivement, ce lien entre environnement et revenu est mieux compris et mieux intégré.

Ici, à Kimongowolo, le reboisement avance grâce à l'effort soutenu des habitant-es.

11,65 HA
REBOISÉS DANS LE PARC
MARIN DES MANGROVES EN
2025. SOIT L'ÉQUIVALENT
DE PLUS DE 16 TERRAINS
DE FOOTBALL !



Les apiculteurs de Mbuku Mataya, procèdent à la deuxième récolte de miel dans leur rucher concentré.

ASSISTEZ À LA RÉCOLTE EN VIDÉO



PARC MARIN DES MANGROVES : UN RENOUVEAU ÉCONOMIQUE ET ÉCOLOGIQUE

Autour du Parc Marin des Mangroves, les activités mises en place ces dernières années commencent à produire des effets visibles.

L'**apiculture**, encore récente dans la zone, s'installe peu à peu. Les premières récoltes progressent de manière notable : elles montrent que l'activité fonctionne et qu'elle peut générer des revenus aussi dans ces écosystèmes. Pour les communautés, c'est un signal fort qui a permis de créer de nouvelles vocations, notamment chez les jeunes et les femmes.

Le **maraîchage agroécologique** suit la même trajectoire. Porté en grande partie par des groupes de jeunes, il permet des récoltes rapides et une mise en marché directe à Muanda. Les revenus ont fortement progressé, notamment grâce à notre appui à la commercialisation. Ce qui fait la différence, c'est la **combinaison des activités**. Apiculture, maraîchage, élevage et reboisement s'articulent pour offrir des alternatives concrètes aux pratiques qui dégradent l'environnement, comme la production de charbon de bois.

Les **Champs-Écoles Paysans** jouent ici un rôle central. Année après année, cette approche est mieux maîtrisée et mieux appropriée. Les producteur-rices apprennent en pratiquant, iels testent, ajustent, et partagent leurs expériences. En 2025, cette dynamique s'accompagne de nouvelles pratiques : production locale de biofertilisants et de biopesticides, diversification des cultures, intégration de petits élevages. Des innovations simples, mais efficaces, qui renforcent l'autonomie des producteur-rices.

CONCILIER PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE VIE

Le programme continue de s'appuyer sur une idée simple : il n'y a pas de développement durable sans préservation des ressources.

Les actions de **reboisement des mangroves** du projet BabyBoom, financé par la Ville de Bruxelles, et de promotion de filières agroécologiques rentables se poursuivent dans les deux zones. Mais au-delà des

activités, c'est surtout une évolution des perceptions qui s'observe.

Les communautés sont de plus en plus conscientes du **lien entre la santé des écosystèmes et leurs propres moyens d'existence**, ce qui se traduit dans les pratiques.

La collaboration avec les équipes du Parc Marin des Mangroves s'est aussi renforcée. Elle permet de mieux articuler les objectifs de conservation et les besoins des populations locales, dans une logique de gestion plus concertée.

MIEUX COMPRENDRE POUR MIEUX AGIR

Le **Comité scientifique** poursuit son travail de recherches et attire un nombre croissant d'acteurs. Il permet de nourrir les interventions avec des données concrètes et d'alimenter le dialogue entre recherche et terrain.

Le suivi des activités (production, pratiques, environnement) se renforce également. Ces données sont précieuses pour comprendre les évolutions en cours et ajuster les actions si nécessaire.

Dans un contexte qui reste fragile, ces avancées sont essentielles. Elles confirment que le pari du programme — combiner développement économique et préservation de l'environnement — est non seulement pertinent, mais aussi possible, à condition de s'inscrire dans le temps.



Dans les pépinières décentralisées, les plants sont sélectionnés pour leur potentiel mellifère.

LE PROJET D'APPUI AU SYSTÈME DE SANTÉ DU NORD-KIVU (PADISS) TIRE SA RÉVÉRENCE

En 2025, la troisième et dernière phase de notre **Projet d'Appui au Développement Intégré du Système de Santé (PADISS 3)**, financé par l'Union européenne, s'est achevée après 18 mois de travail dans un contexte particulièrement difficile. La situation sécuritaire s'est fortement dégradée, notamment avec la prise de Goma en janvier. Ces événements ont entraîné de nouveaux et grands déplacements de population, une forte pression sur les services de santé et un accès difficile aux soins. Malgré ces épreuves, les équipes de santé, les partenaires et les communautés se sont mobilisés sans relâche pour faire fonctionner le système de santé.

LES TAUX DE MORTALITÉ RECULENT

Les décès liés à la maternité et ceux des jeunes enfants ont nettement reculé dans les zones appuyées, passant respectivement de 0,73 % à 0,53% et de 13% à 11,95% entre 2023 et 2025. La lutte contre la malnutrition aiguë s'est renforcée : **176 structures de santé soignent désormais les enfants mal nourris**, grâce à la prise en charge intégrée de la malnutrition aiguë, et **plus de 5.000 enfants de moins de 5 ans ont reçu une aide nutritionnelle**. Des solutions locales ont vu le jour, comme la production d'aliments à base de céréales et légumineuses et des micro-projets d'agriculture ou d'élevage pour améliorer la sécurité alimentaire des familles.

UN SYSTÈME DE SANTÉ PLUS RÉSILIENT

Le projet a aussi permis d'améliorer le fonctionnement interne du système de santé. Les ruptures de stock de médicaments sont devenues plus rares, la gestion des pharmacies hospitalières a été informatisée et les dossiers des patient-es sont maintenant gérés sur ordinateur dans plusieurs hôpitaux et centres de santé.

Trois hôpitaux ont également bénéficié de nouvelles infrastructures modernes et équipées : un bloc opératoire pour Manguredjipa, un pavillon de néonatalogie pour Musienene et un bâtiment hospitalisation et chirurgie pour Vuhovi.

Dans le territoire de Rutshuru, où les déplacements étaient devenus impossibles, l'appui à distance et la collaboration avec des acteurs locaux ont assuré la continuité des activités : planification, suivi des soins, gestion des données ; avant de reprendre un suivi plus rapproché aussitôt que la situation sécuritaire s'est améliorée.



Le pavillon de néonatalogie de l'hôpital de Musienene accueille désormais les nouveaux-nés de la région.

En période de crise, **PADISS 3** a joué un rôle clé dans la réponse d'urgence. Le projet a soutenu la mise en œuvre du plan de gestion des épidémies, notamment pour le **choléra et la Mpox**, la prise en charge des blessés de guerre au niveau hospitalier, renforcé les équipes de la Division provinciale de la santé et effectué **75 missions** d'encadrement dans les zones de santé. Il a également permis de **lancer le premier SAMU** (service d'aide médicale urgente) à l'Hôpital provincial du Nord-Kivu avec une équipe spécialement formée et une nouvelle ambulance médicalisée. Entre juillet et décembre 2025, **41 interventions ont eu lieu, dont plus de la moitié pour des urgences obstétricales**, montrant l'importance de ce nouveau maillon dans la chaîne de soins.

UN PERSONNEL FORMÉ POUR UNE MEILLEURE PRISE EN CHARGE, DÈS LA NAISSANCE

L'année a aussi vu l'émergence de plusieurs avancées durables : un **observatoire provincial de la santé** pleinement opérationnel, un centre de formation continue (CFNK) qui a permis à **plus de 700 professionnel·les** d'améliorer leurs compétences, et un système d'**enregistrement des naissances** qui offre désormais à des nouveau-nés un acte de naissance dès leur venue au monde.

Dans un contexte de guerre et de déplacement, ces progrès montrent la force et la résilience d'un système de santé qui continue à défendre le droit à la santé pour toutes et tous.



L'équipe du SAMU formée et prête à intervenir !

LES 6 INNOVATIONS MAJEURES DE PADISS 3 EN VIDÉO



DES INFRASTRUCTURES MODERNES POUR LES HABITANT·ES DU NORD-KIVU ET DE L'ITURI



BLOC URGENCES, LABORATOIRE & IMAGERIE

BLOC SOINS INTENSIFS ADULTES & BLOC OPÉRATOIRE

BLOC HOSPITALISATION CHIRURGIE

Hôpital général de Masereka, décembre 2025.

En 2025, le **projet INFRA+**, financé par l'Union européenne, a poursuivi la modernisation des hôpitaux de Masereka, Kyondo, Mambasa, Nizi et Bunia, au **Nord-Kivu et en Ituri**, deux provinces gravement touchées par l'insécurité régionale. La fermeture de l'aéroport de Goma, la chute de la ville fin janvier et la multiplication des attaques armées ont freiné les activités et rendu les déplacements plus compliqués. Malgré ces obstacles, **34 marchés** ont été lancés, **5 nouveaux chantiers** ont démarré et **9 ouvrages supplémentaires** ont été réceptionnés. Ils viennent s'ajouter aux blocs opératoires, maternités, services d'urgences et de soins intensifs mis en service les années précédentes.

À **Masereka et à Mambasa**, les nouveaux blocs opératoires, maternités, laboratoires, services d'imagerie et d'urgences offrent désormais des **conditions de soins plus sûres** et permettent de prendre en charge des cas plus complexes. **Trois hôpitaux** (Masereka, Mambasa et Komanda) sont alimentés en eau potable, et de nouveaux travaux ont été engagés pour **sécuriser l'accès à l'eau de 30.000 personnes supplémentaires**. L'installation progressive de **systèmes solaires photovoltaïques** garantit une énergie plus stable pour les opérations, les soins intensifs et la conservation des vaccins. Cela réduit aussi la dépendance aux groupes électrogènes, souvent coûteux et difficiles à entretenir dans un contexte d'insécurité.

ASSURER LA PÉRENNITÉ DES INFRASTRUCTURES

INFRA+ ne se limite pas à la construction. Le projet investit aussi dans les personnes et leurs compétences. **429 professionnel·les de santé et technicien·nes ont été formé·es à la maintenance des équipements médicaux**,



Le personnel de l'hôpital de Kyondo pourra assurer le suivi de patient-es grâce au logiciel CERHIS.

à la gestion des chantiers et à l'utilisation des nouvelles installations. Ce renforcement des capacités permet aux équipes de mieux gérer leurs outils de travail et d'assurer la pérennité des infrastructures.

Des **dispositifs de suivi** associant les autorités sanitaires, les équipes des zones de santé et les partenaires ont été mis en place pour détecter rapidement les difficultés sur les chantiers et y répondre avec souplesse, en ajustant les plans ou en mobilisant un appui technique quand cela est nécessaire.



Ce pavillon de gynécologie-obstétrique pourra répondre aux besoins des plus de 100.000 femmes de Nizi et ses alentours.

Dans un climat d'insécurité persistant, le projet repose aussi sur la **participation des acteurs et actrices locaux**. Les autorités provinciales, les équipes hospitalières et les communautés sont impliquées à chaque étape, depuis la définition des priorités jusqu'à la mise en service des nouveaux espaces. Pour les patient-es, les effets sont déjà visibles : les services sont mieux organisés, les circuits entre urgences, maternité, imagerie et hospitalisation sont plus fluides, et la qualité des soins s'est nettement améliorée.

En 2025, près de **555.000 personnes** ont bénéficié de services de référence modernisés et **40 %** de la population ciblée a désormais accès à un deuxième niveau de soins complet dans les cinq zones appuyées. Ces résultats constituent une **avancée majeure vers la couverture santé universelle en Ituri et au Nord-Kivu**.

HÔPITAL PROVINCIAL DU NORD-KIVU (HPNK+) : UN CHANTIER MAÎTRISÉ, DES SOINS ASSURÉS

En 2025, le **projet HPNK+**, financé par l'Union européenne, a poursuivi la métamorphose de l'Hôpital provincial du Nord-Kivu au cœur d'une ville sous pression, entre intensification du conflit et afflux continu de personnes déplacées. Dans ce contexte tendu, le chantier n'a pas été un simple projet d'infrastructures, mais un véritable exercice de résilience collective pour maintenir un hôpital de référence opérationnel, sûr et accessible.

Sur le **plan architectural**, la période a été marquée par la finalisation de plusieurs blocs stratégiques et la poursuite du phasage des travaux pour éviter toute interruption des soins. **Les services d'urgences, de maternité, de pédiatrie, d'isolement et de soins intensifs ont progressivement investi des espaces rénovés, mieux organisés et mieux connectés entre eux, ce qui a fluidifié les parcours patients.** Les équipes hospitalières ont été impliquées dans chaque étape : définition des priorités, validation des plans, organisation des déménagements « en douceur » pour limiter l'impact sur les patient-es.

DE NOUVEAUX ÉQUIPEMENTS

L'hôpital a également investi massivement dans l'équipement et la mise à niveau des pratiques médicales. **Les nouveaux appareils d'imagerie, de surveillance, d'anesthésie, de réanimation et de laboratoire** permettent de poser des diagnostics plus précis et d'assurer une meilleure sécurité des patient-es. Le personnel a bénéficié de **formations adaptées** pour apprendre à les utiliser et à en assurer la maintenance courante. Un **système informatisé de gestion de la maintenance** a été mis en place pour suivre les pannes, planifier les entretiens et prolonger la durée de vie des équipements. Ces avancées se traduisent directement par des soins plus rapides, plus fiables et capables de répondre à des situations médicales complexes.

GÉRER LES IMPRÉVUS

Le partenariat constant entre ULB-Coopération, le Conseil d'administration de l'hôpital et les équipes de maîtrise d'œuvre, a permis de prendre les **bonnes décisions face aux retards, à la fluctuation des prix ou aux risques sécuritaires.** Les mécanismes de concertation et de communication avec usager-es des soins et les riverain-es ont également contribué à maintenir la confiance, malgré les inévitables désagréments liés à un chantier en activité.

L'alimentation en eau et en électricité de l'hôpital a aussi été entièrement revue.



En 2025, **plus de 7.000 patient-es ont été hospitalisé-es et plus de 50.000 consultations ont été réalisées** dans un hôpital en pleine réhabilitation, preuve que le service public de santé continue à fonctionner malgré la crise. **HPNK+** a renforcé la place centrale de l'Hôpital provincial dans le système de santé du Nord-Kivu. Dans un environnement instable, **disposer d'un hôpital de référence mieux structuré, mieux équipé et porté par des équipes formées est un signal fort** : même en temps de guerre, le droit à des soins de qualité reste une priorité collective !

Le pôle Mère et Enfant, dont les travaux ont démarré en septembre 2025, devrait ouvrir ses portes en 2027.

PARISS : LES SERVICES DE SANTÉ MAINTENUS, MALGRÉ L'INSÉCURITÉ



Le personnel du Centre Ndoshu pose fièrement dans la nouvelle salle d'accouchement.

« Avant, cet endroit était mal vu par la population. La maternité était délabrée et accueillait rarement des accouchements, car c'était presque une honte qu'un proche vienne vous rendre visite dans un endroit si vétuste. Aujourd'hui, les choses ont changé : nous avons une maternité moderne, bien construite, équipée de lits d'accouchement comme je n'en avais jamais vu auparavant. Nos infirmiers et infirmières sont désormais bien habillé-es, professionnel-les et dignes de confiance. »

En 2025, le **projet PARISS**, financé par l'Agence Française de Développement, a dû s'adapter à l'instabilité sécuritaire et politique du Nord-Kivu pour se poursuivre. L'équipe de mise en œuvre a modifié ses modalités d'action et proposé la réorientation des actions futures pour répondre aux recommandations du bailleur.

Sur le **plan opérationnel**, l'année 2025 a été marquée par des avancées majeures en matière d'infrastructures. Les chantiers entamés l'année précédente ont été achevés. Le **centre de santé Ndoshu** a été entièrement réhabilité, équipé, puis mis en service. Cette réhabilitation a profondément transformé la perception et la fréquentation du centre par la population, comme en témoigne la première patiente ayant accouché dans la nouvelle maternité à l'été 2025, ci-contre.

À **Kanyaruchinya et Kiziba**, les pavillons de maternité et blocs opératoires ont vu leur gros œuvre finalisé, avec des finitions techniques avancées permettant une opérationnalisation partielle. Les remises provisoires des travaux et livraisons d'équipements ont été sécurisées dans un contexte logistique difficile. Ces investissements ont contribué à maintenir une offre de soins curatifs et maternels dans un contexte de forte recomposition démographique, de retrait progressif de certains appuis humanitaires et de perturbation des mécanismes de gratuité des soins.

Les données montrent une stabilité des consultations à Karisimbi, avec un **pic de naissances dans les structures** autour de 36.839 à Karisimbi et 28.948 à Nyiragongo, signe d'une concentration de la demande sur les structures soutenues.



MAMAN EUPHRASIE, première accouchée du centre Ndoshu



Le pavillon de maternité à Kiziba ouvrira bientôt ses portes.



La maternité Kanyaruchinya est presque fonctionnelle.



Lancement national du projet, mars 2025

FACE AUX ÉPIDÉMIES, LA RÉSISTANCE S'ORGANISE

Financé par l'Union européenne et mis en œuvre par un consortium réunissant trois ONG, Malteser International, Memisa et ULB-Coopération, le **projet MAV+** (pour « Manufacturing and Access to Vaccines, Medicines and Health Technologies ») a démarré en janvier 2025 en RDC dans les provinces du Sud-Kivu, Nord-Kivu, Tshopo et Lomami.

Il poursuit deux objectifs principaux : **renforcer la résilience du système de santé** et **répondre à l'urgence du Mpox** dans les zones considérées comme hotspots, c'est-à-dire foyers épidémiques. Le projet cible **40 zones de santé à risques** réparties dans sept provinces, ainsi que **22 zones de santé hotspots** dans 9 provinces.

ULB-Coopération a apporté une contribution importante à cette dynamique à travers un appui technique, opérationnel et infrastructurel visant à renforcer les capacités des équipes locales et à améliorer la qualité des soins dans les zones concernées.

Dans le cadre du renforcement du système de santé, nous avons accompagné les **activités menées au Nord-Kivu et en Lomami**. Notre appui a porté sur la coordination des actions de santé selon l'**approche One Health**, le renforcement de la surveillance des maladies, ainsi que l'élaboration et l'actualisation de plans de préparation et de riposte. Des formations ont également été organisées à l'intention des prestataires de santé et des acteurs communautaires, afin de favoriser une détection plus rapide des alertes et une meilleure réactivité face aux urgences sanitaires.

Pour améliorer la réponse aux épidémies, nos interventions ont principalement concerné le **Nord-Kivu, le Sud-Kivu et la Tshopo**, dans les zones touchées par le Mpox. L'organisation a contribué au **renforcement de la surveillance, au diagnostic et à la prise en charge des cas**, tout en soutenant les acteurs communautaires et les structures de santé dans leur réponse à l'épidémie. Cette action a également permis d'adapter la réponse à l'évolution de la situation sur le terrain.

Nous avons par ailleurs soutenu plusieurs améliorations concrètes des infrastructures de santé, notamment la **construction ou la réhabilitation** d'espaces dédiés à la prise en charge des patient-es, ainsi que l'aménagement de dispositifs essentiels pour l'hygiène, l'assainissement et la sécurité des soins. Ces investissements ont contribué à renforcer la qualité de l'accueil et à réduire les risques de contamination.

Enfin, nous avons appuyé la logistique du projet, notamment par la **mise à disposition de véhicules et d'ambulances médicalisées**. L'ensemble de ces réalisations témoigne de l'engagement d'ULB-Coopération en faveur d'une réponse sanitaire plus efficace, plus proche des populations et plus résiliente face aux crises.



À Keshero, un bâtiment spécifique accueillera bientôt les patient-es hautement contagieux-euses.

PERSONNELS SOIGNANTS, RÉGULATEURS ET PATIENT-ES FONT PROGRESSER LA SANTÉ EN RDC

En 2025, l'**approche des soins centrés sur la personne** est demeurée au cœur de nos actions. Au cours de cette année, l'accent a été mis sur l'**appropriation de l'approche par l'Équipe Cadre de Zone de Kintambo**, l'**implication renforcée des communautés dans la gouvernance locale**, et l'**intégration progressive des soins essentiels au sein des établissements de soins de santé**.

En 2025, la **grille d'évaluation** des structures sanitaires, élaborée entre usager-es, prestataires de soin et régulateurs de santé, a été digitalisée. Cet outil, fruit de la méthodologie « Triple Regard » a permis à l'Équipe Cadre de Zone d'organiser la supervision et l'accompagnement des centres de santé sur base de besoins concrets, émis par les communautés. La grille a également guidé l'attribution et la mise en place des micro-projets afin de garantir leur cohérence avec les demandes des usagers, les enjeux des prestataires et la stratégie nationale appliquée par la supervision.

L'année 2025 a également marqué la poursuite de la **recherche-action sur la micro-assurance santé** avec l'institution de microfinance Guilgal SA. Les résultats (faisabilité et modélisation) ont été partagés avec les partenaires, mais aussi avec le HubSanté des ONG belges actives en santé en RDC ainsi qu'aux journées de réflexion sur la Couverture Santé Universelle (CSU) organisées par le Conseil National de la CSU et l'Ambassade belge.

En décembre 2025, le **projet SIMFOR**, financé par **Wallonie-Bruxelles International**, a pris fin après trois ans. Une **soixantaine** d'infirmier-es et de médecins ont participé aux

activités de formation à la « formation par simulation ». Ces compétences en scénarisation et débriefing ont été mises à profit dans leurs institutions respectives, principalement sur des sujets liés à l'accouchement et à la néonatalogie.



Formation SIMFOR à l'Université de Kinshasa

La **Plateforme Hospitalière-RDC (PH-RDC)** a poursuivi le travail en lien avec le projet SIMFOR, en soutenant la diffusion de cette pédagogie dans son réseau. L'année 2025 a aussi été l'occasion pour elle de commencer le travail de mise à jour de son **Plan Stratégique**. La PH-RDC, **financée par la Coopération belge et l'Agence Française de Développement**, a également collaboré activement à l'organisation du **colloque sur les soins palliatifs** en RDC, se positionnant comme acteur légitime dans le secteur de la santé.

BURKINA FASO : DES ESPACES DE DISCUSSION SUR LA SANTÉ ET LES DROITS SEXUELS ET REPRODUCTIFS

Au Burkina Faso, l'**accès à des services de santé et de droits sexuels et reproductifs (SDSR)** de qualité, inclusifs et adaptés demeure un défi majeur dans un contexte sécuritaire et humanitaire toujours instable, qui fragilise particulièrement les jeunes, les femmes et les personnes déplacées internes.

C'est pour répondre à cet enjeu qu'ULB-Coopération, en partenariat avec Sensorial Handicap Coopération et grâce au financement d'Enabel, a lancé en septembre 2025 le **projet SDSR-Lab**. Déployé dans quatre districts sanitaires : Zorgho, Pouytenga, Koupéla et Tenkodogo, le **projet cible les adolescent-es et les jeunes, ainsi que les femmes, les personnes en situation de handicap et les populations déplacées**.

Les derniers mois de 2025 ont permis de poser les bases d'une intervention pertinente et durable grâce à une **rencontre de cadrage** entre autorités sanitaires, partenaires techniques et organisations de la société civile.

Les équipes ont également eu l'opportunité de s'aligner sur des aspects clés, tels que le genre et l'inclusion, les exigences administratives et financières, le suivi-évaluation et les principes d'éthique et d'intégrité. Cette étape a contribué à garantir la qualité et la conformité des futures interventions.

En parallèle, une **mission de terrain** dans les quatre districts a facilité la prise de contact avec les autorités locales et les acteurs communautaires. Ces échanges ont permis d'identifier les organisations locales, de mieux comprendre les réalités du terrain et de construire un climat de confiance indispensable à la réussite du projet.



© photo Enabel



En novembre, les habitant-es de Mako, à la périphérie du PNNK, ont appris à fabriquer et réparer des ruches kenyannes.

SÉNÉGAL : QUAND HABITANT-ES ET AUTORITÉS S'UNISSENT POUR SAUVEGARDER L'ENVIRONNEMENT

En 2025, ULB-Coopération et ses partenaires ont poursuivi leurs actions au Sénégal pour renforcer les systèmes alimentaires durables et la gouvernance des ressources naturelles. Le projet, financé par la Coopération belge, a combiné l'appui aux producteur-rices, la structuration d'activités économiques telles que l'apiculture, ainsi que l'accompagnement des autorités locales dans la gestion de leurs territoires.

S'ADAPTER AU DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE

Sur l'axe **Mbour-Fatick**, en partenariat avec l'APAF, l'accent a été mis sur la **diffusion de pratiques agroécologiques et agroforestières, la régénération naturelle assistée et la gestion durable des arbres dans les exploitations**. Des formations et accompagnements de terrain ont permis à des producteur-rices de revoir l'organisation de leurs parcelles, de mieux protéger les arbres utiles et d'introduire, au cœur de leurs cultures, des espèces qui améliorent la santé des sols, comme le *Samanea saman* ou le *Gliricidia sepium*, et des arbres fruitiers, comme le manguier ou l'anacardier. En parallèle, des **sessions de sensibilisation** menées avec les services des Eaux et Forêts ont rappelé les règles en matière de coupe de bois et de gestion des ressources forestières, en insistant sur les risques liés à la déforestation, à l'érosion des sols et à la raréfaction de certaines essences, comme le Saba du Sénégal ou le Vène. Ces changements contribuent progressivement à l'émergence de systèmes alimentaires plus résilients, capables de faire face aux aléas climatiques, tout en préservant une diversité floristique indispensable à long terme.

DEUX DOCUMENTS CLÉS POUR PROTÉGER LE PNNK

Autour du **Parc national du Niokolo-Koba (PNNK)**, nous avons franchi une étape importante avec l'élaboration et la validation d'une **charte de bonne gouvernance des ressources naturelles**, issue d'enquêtes de terrain, d'ateliers de restitution, d'études scientifiques et de concertations inter-villageoises. Ce processus collaboratif et participatif a permis de documenter les pratiques, les conflits et les attentes des communautés, avant de co-construire des règles concrètes et acceptées par l'ensemble des acteurs et actrices pour **limiter la coupe illégale de bois, prévenir les feux de brousse, mieux gérer les réserves naturelles communautaires et faciliter le règlement des différends locaux**. Alignée sur les stratégies nationales de gestion des aires protégées, cette charte offre un cadre de référence partagé qui renforce la légitimité des décisions locales et la confiance entre populations et autorités.

En parallèle, ULB-Coopération a contribué financièrement et techniquement à l'**actualisation du Plan d'Aménagement et de Gestion 2026-2035 du PNNK**. Des ateliers d'évaluation, de cadrage et des travaux de cartographie ont permis de faire un bilan critique de la gestion actuelle, d'identifier les zones sous pression, de clarifier certains enjeux de gouvernance et de proposer des pistes d'amélioration pour les années à venir. La mobilisation de données scientifiques, d'outils de suivi et d'échanges entre gestionnaires du parc, services techniques et représentants des collectivités locales aide ainsi à mieux **articuler objectifs de conservation et besoins de développement des communautés riveraines**.

Le **projet Api-Niokolo**, mis en œuvre avec les villages en périphérie du PNNK, a connu en 2025 une nouvelle étape avec des visites d'échange, des formations pratiques et des récoltes collectives qui ont renforcé le réseau d'apiculteur-rices et la valorisation de la **marque « Api-Niokolo » comme miel écologique lié à la préservation du parc**. Dans les zones de Kalifourou et Niéméniké, la production annuelle a atteint **environ 981 kg de miel**,

soit près de 457 litres, montrant le potentiel économique de cette filière lorsqu'elle est accompagnée. En consolidant les compétences et capacités techniques des apiculteur-rices, en les dotant en équipements et en encourageant leur organisation en Groupement d'Intérêt Économique (GIE), l'apiculture devient alors une activité qui génère des revenus, renforce l'autonomie locale et incite à protéger les abeilles, les forêts et les plantes mellifères, créant ainsi un cercle vertueux entre économie rurale et conservation. **L'implication active des femmes et des jeunes dans ces initiatives constitue également un levier important d'inclusion économique et de renouvellement des acteurs de la gestion des ressources naturelles.**



Un riverain du PNNK est sondé pour élaborer une charte de bonne gouvernance inclusive.

LA PRÉVENTION CONTINUE

En lien avec ces dynamiques de gouvernance, ULB-Coopération et Am Bé Koun - Solidarité avec l'appui du PNNK et des agents des Eaux et Forêts ont aussi renforcé la **lutte contre les feux de brousse** en périphérie du Parc. En 2025, une campagne de **sensibilisation par caravane itinérante** a été organisée dans la commune de Linkéring, **touchant plusieurs villages et près de 200 participant-es** sur plusieurs jours. Les échanges ont permis de rappeler les causes et impacts des feux, de diffuser des messages de prévention et d'encourager la mise en place de pare-feux et de pratiques agricoles plus sûres, en cohérence avec la charte de bonne gouvernance.

L'atelier d'évaluation du Plan d'Aménagement et de Gestion (PAG) 2019-2023 du PNNK a permis de tirer les leçons du passé pour améliorer le PAG 2026-35.





À Tambacounda, les parcelles d'oignons se portent bien grâce aux travaux de ses habitantes.

LES SAVOIRS AU SERVICE DE LA DÉCISION

Enfin, **plusieurs études et outils de connaissance**, tels que des enquêtes sur la gouvernance des ressources naturelles, des travaux sur les plantes mellifères, des missions scientifiques de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, une cartographie actualisée du PNNK et une valorisation de la documentation scientifique du Niokolo-Koba à travers la « Niokolo-Base », **ont été mobilisés pour éclairer les décisions des services techniques et des communes**. Après présentation des études sur les plantes mellifères et la valorisation des ressources naturelles végétales, la commune de Linkéring a, par exemple, décidé de mettre en place une pépinière communale pour favoriser le reboisement de plantes à fort intérêt pour les populations. Une étude sur les causes des feux de brousse a également permis d'aboutir à une redynamisation des comités de lutte contre les feux tardifs en collaboration avec les services techniques et la mairie.

En renforçant à la fois les capacités des institutions et celles des organisations de terrain, le projet contribue à **installer progressivement une culture de décision fondée sur des données, au service d'une gestion durable des ressources naturelles et d'une amélioration des conditions de vie des communautés rurales**, tant autour du Niokolo-Koba que sur l'axe Mbour-Fatick.

LANCEMENT DU CAMPUS KABONGOYE

L'année 2025 a marqué le démarrage effectif du **projet Campus Kabongoye**, mis en œuvre par ULB-Coopération avec l'appui de Wallonie-Bruxelles International. Le projet vise à **renforcer la durabilité du centre Kabongoye, initié et soutenu par l'ASBL du même nom, afin d'en faire un espace de référence pour l'apprentissage, l'entrepreneuriat, le leadership citoyen et l'autonomisation des jeunes et des femmes**.

Après s'être doté d'organes de gouvernance, le centre Kabongoye a démarré ses activités de renforcement de capacités. **20 femmes ont été formées à la transformation et à la conservation des fruits**, favorisant le démarrage d'activités génératrices de revenus et leur autonomisation économique. Parallèlement, **41 jeunes et femmes ont renforcé leurs compétences numériques grâce à des formations en gestion de plateformes digitales et en bureautique**.

Le projet a également promu le **leadership citoyen, les échanges interculturels et l'engagement dans la protection de l'environnement**, à travers diverses activités communautaires, dont les **Cooperation Games** (voir page 8), le recyclage des déchets

plastiques et le concours de Génie en Herbe. Pour soutenir ces initiatives, le centre s'est doté d'équipements informatiques et pédagogiques, tandis qu'une convention de partenariat a été signée avec Global Service Consulting afin de renforcer l'offre de formation numérique et contribuer à la durabilité du centre.



2e atelier de transformation de fruits en jus pour les femmes du GIE Kabongoye !

LE DELTA DU SALOUM, UN LITTORAL À PRÉSERVER

En 2025, le **projet Niowan Saloum 1**, financé par l'Agence wallonne de l'air et du climat (AWAC) et mis en œuvre par APEFE, ULB-Coopération et Nébédary, a poursuivi son action à Palmarin, Sangomar et Bamboung, dans la Réserve de Biosphère du Delta du Saloum. Le projet travaille sur les **pertes et dommages liés aux dérèglements climatiques**, c'est-à-dire les impacts déjà subis par les populations et les écosystèmes lorsqu'ils ne peuvent plus être évités par la seule adaptation : recul du trait de côte, salinisation, dégradation des mangroves, fragilisation des activités économiques, mais aussi atteintes au patrimoine culturel.

En 2025, **27 séances d'information et de sensibilisation ont été organisées, touchant 1.679 personnes**. Le projet a aussi renforcé les 3 comités de gestion des aires concernées, avec 4 réunions de concertation et 2 plans de travail annuels actualisés et suivis. En parallèle, **4 groupements ont été accompagnés dans des activités génératrices de revenus plus durables, au bénéfice de 360 personnes, dont 350 femmes**, notamment autour de l'apiculture, de la conchyliculture (l'élevage de coquillages), des produits locaux et de l'écotourisme. Deux dispositifs de solutions douces contre l'érosion ont été mis en place et 1 hectare d'espace salinisé a été reboisé.

L'année 2025 a aussi **renforcé le lien entre recherche et action**. Un mémoire sur le patrimoine culturel et l'écotourisme à Bamboung a été produit, des démarches ont été engagées pour étendre la Niokolo-Base (voir page précédente) à la Réserve du Delta, et notre engagement dans le réseau SECORES¹ a permis de financer et de conduire l'étude SEPLS (Socio-Ecological Production Landscapes and Seascapes), qui offre un cadre de lecture complémentaire pour analyser la résilience socio-écologique des territoires de mangroves à Palmarin. Niowan Saloum a, en outre, contribué à mettre en place un **comité scientifique qui organisera des ateliers** sur les pertes et dommages climatiques.

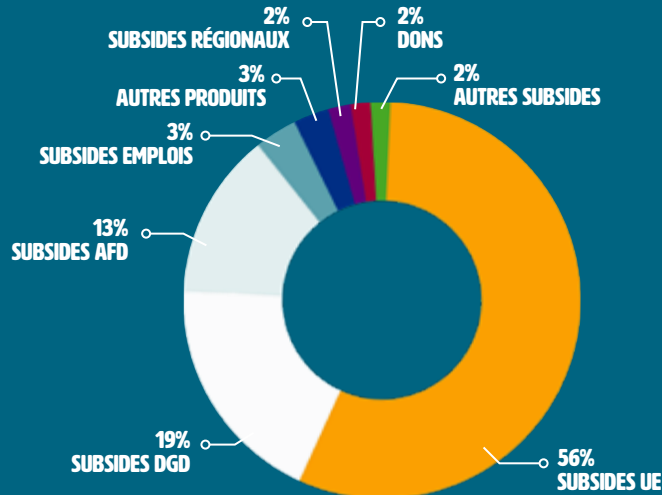
Malgré quelques reports, notamment sur la cartographie, 2025 a confirmé une force du projet : relier adaptation climatique, biodiversité, patrimoine et moyens d'existence, avec des réponses concrètes construites avec les communautés.

.....
1 Le réseau SECORES (Social-Ecological Resilience Network) est une plateforme belge créée en 2022 par 6 organisations et dédiée à la résilience socio-écologique des écosystèmes dans les projets de coopération internationale.

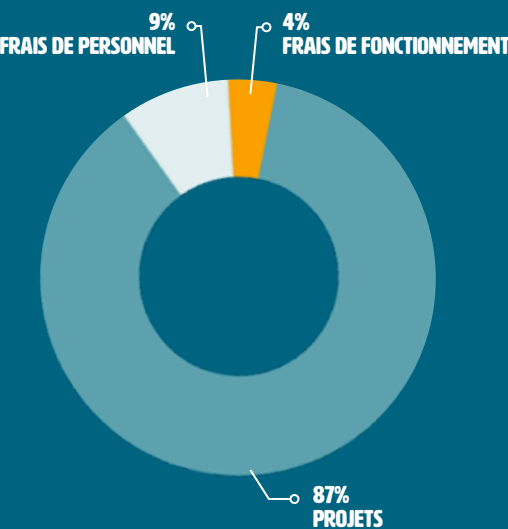


RAPPORT FINANCIER

RECETTES 2025
10.735.110 €



DÉPENSES 2025
10.722.847 €



DÉTAILS DES PROJETS



ILS NOUS SOUTIENNENT



GESTION DE L'INTÉGRITÉ

L'intégrité est au cœur des valeurs d'Ucoopia. Nous disposons de mécanismes de gestion de l'intégrité conjuguant prévention, détection, et prise en charge. En 2025, notre ONG n'a reçu aucune plainte.

STAGIAIRES ET VOLONTAIRES

37
STAGIAIRES
10
EN BELGIQUE
18
EN RDC
9
AU SÉNÉGAL



Noémi Thiran, participante aux Cooperation Games avant d'en rejoindre l'organisation, un an plus tard.

Nous souhaitons adresser un immense merci à tou-tes les stagiaires qui ont contribué aux projets d'Ucoopia. Votre engagement, votre sérieux et votre énergie ont été précieux tout au long de vos missions.

Merci à Anouk, Diarra, Louiza, Manon, Noémi, Sarah et Vitor pour leur implication dans les projets liés à l'Éducation à la Citoyenneté Mondiale et Solidaire, en particulier dans l'organisation des Cooperation Games. Grâce à votre participation, vous avez contribué à faire vivre des actions de sensibilisation essentielles autour de la solidarité, de l'ouverture au monde et de l'engagement citoyen.

L'équipe communication remercie tout particulièrement Bastien, étudiant en alternance, qui, durant près de deux ans, a mis toute son énergie, son professionnalisme et son enthousiasme au service de la construction de la nouvelle identité d'Ucoopia et de l'appui à la communication d'Eclodio et d'ULB-Coopération.

Merci à Adama, Bineta, Garang, Mama, Mamadou, Mamadou Lamine, Ndeye Aminata, Samba et Umaru pour leur contribution aux projets liés aux systèmes alimentaires durables et à la gestion des ressources naturelles, au Sénégal.

Merci à Amisi Dan, André, Chikwanine, Dieudonné, Esther, Fabrice, Freddy, Gloire, Guy, Jean, Jérémie, Joseph, Narcisse, Pascal, Samuel, Vanessa Y et Vanessa A pour leur engagement dans le projet INFRA+, consacré à l'amélioration des infrastructures et des conditions de travail au Nord-Kivu et en Ituri.

Merci à Shanon-Rose pour son appui en administration et finance, un rôle indispensable au bon fonctionnement d'une ONG, à Kinshasa.

Merci également à Camille et Fadi pour leur contribution dans le domaine de la santé et du renforcement des systèmes de soins.

ENVIE DE RÉALISER VOTRE STAGE OU VOTRE MÉMOIRE PARMIS NOUS ? CONTACTEZ-NOUS À L'ADRESSE : INFO@UCOOPIA.ORG

FAITES UN DON !

Merci à toutes celles et ceux qui nous soutiennent ! Votre générosité nous permet de renforcer notre action et d'accompagner durablement nos partenaires. En cette année marquée par la fusion, nous unissons nos forces pour agir plus largement et plus efficacement. Rejoignez cet élan : chaque don compte et fait la différence.

FAITES UN DON !

Vous pouvez également effectuer un virement sur le compte d'ULB-Coopération (Ucoopia) : BE25 7320 4180 0482, avec en communication « don NUMÉRO NATIONAL »
Merci infiniment !